

## POLÉMIQUE

# Protection de l'enfance : « D'autres solutions étaient possibles »

À son tour, le groupe de gauche du Conseil départemental de Maine-et-Loire donne son point de vue dans la polémique qui oppose les salariés des associations de la protection de l'enfance au président du Département, Christian Gillet (lire nos éditions d'hier et d'avant-hier).

Les élus de gauche rappellent tout d'abord que « l'association « Les Tourelles », gestionnaire d'un foyer d'accueil de 77 enfants, est actuellement dans une situation très délicate, avec un risque de licenciement de 25 personnes ». D'après eux, « cette situation est la conséquence directe des choix de Christian Gillet et sa majorité ».

Ils ajoutent : « Notre groupe a toujours été très clair : une évolution de l'offre d'accueil de la protection de l'enfance était nécessaire afin de mieux répondre aux besoins. Mais, la méthode suivie, en recourant à

*un appel à projets global, conduisait la collectivité droit dans le mur. Avec cet appel à projets, au final, cela coûte plusieurs millions d'euros supplémentaires au contribuable, cela crée aussi de la tension dans les associations et au sein des équipes. Surtout, le retard pris par les procédures de transfert d'activités crée des incertitudes contraires à l'intérêt des enfants. Quelle sera la prise en charge au 1<sup>er</sup> juillet, date de transfert annoncée ? Pour nous, c'est au politique d'impulser les innovations et de piloter les évolutions. D'autres solutions étaient possibles : en passant par des outils de contractualisation, nous aurions ciblé les problématiques et évité une remise en cause totale de tous les établissements. Il fallait une procédure plus collégiale, plus transparente et plus partagée avec les acteurs de la protection de l'enfance eux-mêmes. »*